Sommet pour une mobilisation progressiste mondiale

Partage international n° 453 – Mai 2026

A la mi-avril 2026, le premier ministre socialiste espagnol Pedro Sánchez a organisé à Barcelone un sommet intitulé « Global Progressive Mobilisation » (Mobilisation progressiste mondiale), auquel ont participé 6 000 personnes venues de plus de quarante pays. L'ordre du jour couvrait des thèmes allant de la réforme du Conseil de sécurité de l'Onu à la taxation des milliardaires, en passant par les moyens d'enrayer la montée de l'autoritarisme de droite.

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui a coprésidé ce sommet avec P. Sánchez, a apporté une contribution particulièrement marquante. Lula a fustigé les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les qualifiant de *« seigneurs de guerre »*, et les a appelés à cesser d'agir comme *« des empereurs qui pensent posséder le monde […] et qui prennent tous des décisions sans consulter l'Onu »*. Faisant allusion, sans le nommer, à un dirigeant *« très actif sur le réseau social Twitter »* qui menace le monde, Lula a poursuivi : *« Aucun président d'aucun pays, si puissant soit-il, n'a le droit d'imposer ses propres règles aux autres pays. […] ».*



Luiz Inacio Lula da Silva

Il a déclaré que les Nations unies ne remplissaient plus l'objectif pour lequel elles avaient été créées, en attribuant la responsabilité aux *« cinq membres (permanents) du Conseil de sécurité qui, lors de la création du Conseil, étaient censés garantir la paix mondiale après la Seconde Guerre mondiale »*. Au lieu de cela, ils sont *« devenus les seigneurs de guerre »*, a-t-il déclaré, et il les a exhortés à *« mettre fin à cette folie guerrière, car le monde ne peut plus la supporter ».*

Dans un discours tout aussi percutant, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a lui aussi adressé des reproches au Conseil de sécurité, disant que l'Onu était devenue une *« organisation impuissante »* parce que certains de ses membres enfreignaient *« toutes les lois ».* Il a déclaré que les principes d'amitié et de solidarité étaient menacés par *« la résurgence d'un nationalisme étroit, de préjugés, de racisme et d'intolérance »* et que *« la recrudescence de guerres d'agression illégales et de génocides, dans des lieux comme la Palestine, était liée aux idéologies de suprématie ».*

C. Ramaphosa a toutefois trouvé une source d'espoir dans le nombre de participants à ce sommet, *« qui se sont levés […] pour prendre part à cette mobilisation progressiste mondiale […] afin de montrer à ceux qui bafouent les droits d'autrui qu'ils n'ont pas peur, qu'ils sont prêts à se dresser pour défendre les plus faibles, défendre la démocratie et défendre les droits humains de chacun ».*



Mia Amor Mottley et Cyril Ramaphosa, Barcelone, 2026

Maitreya et les Maîtres ont souligné l'importance des Nations unies qui constituent *« un espoir pour le monde »*, mais ont ajouté que *« le Conseil de sécurité a pris le pas sur l'Assemblée générale »*, et que ses membres permanents (les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni) sont perçus comme *« les gendarmes du monde »*, car ils disposent du droit de veto. Benjamin Creme a déclaré que le Conseil de sécurité avait fait son temps et devait être dissous ; *« il n'a plus aucune fonction réelle »* et, à l'instar de Lula à Barcelone, B. Creme a

déclaré : *« Il n'y a aucune raison pour que cinq nations, cinq membres permanents, dictent au monde ses normes économiques et politiques. Le Conseil de sécurité doit disparaître, et dès qu'il aura disparu, l'Assemblée générale des Nations unies fera entendre sa propre voix. »*

Lieu : Barcelone, Espagne
Sources : Aljazeera.com ; france24.com ; middleeastmonitor.com ; Le Maître de Benjamin Creme, La Mission de Maitreya, tome II
Thématiques : politique
Rubrique : Le respect de la loi